

L'autorité : une réponse aux tensions entre les jeunes, les institutions et l'Ecole ?



Retour sur la conférence de Sébastien ROCHÉ, organisée le 03 octobre 2024 à Ressources & Territoires

Le 03 octobre, s'est tenu à Ressources & Territoires une journée rassemblant plusieurs réseaux que nous animons : chef-fe-s de projets politique de la ville, coordonnateur-ric-e-s et référent-e-s PRE et coordonnateur-ric-e-s CLSPD.

Des sujets communs à débattre, des articulations à nouer ou renouer, des échanges d'expériences à partager, tels étaient nos objectifs de la journée.

Pour nourrir cette réflexion, nous avons invité **Sébastien Roché, docteur en science politique, directeur de recherche au CNRS, auteur de *La nation inachevée : la jeunesse face à l'école et à la police*** (Ed. Grasset).

Cette conférence a permis d'alimenter les échanges inter-réseaux de l'après-midi, de croiser la diversité des approches principalement autour de deux thématiques : L'autorité des parents en lien avec la mise en accusation des parents « défaillants », « démissionnaires », et l'autorité comme réponse à la déviance / délinquance des jeunes.

L'autorité (des enseignant·e·s, des éducateur·rice·s, des parents...) est-elle une réponse pertinente / suffisante / nécessaire à la déviance et à la délinquance des jeunes ? Y a-t-il une crise de l'autorité ? Comment se fabrique concrètement le rapport des jeunes aux institutions et à la République ?



Les fondamentaux

Selon Hannah Arendt, l'autorité ne peut être obtenue par la contrainte physique (l'usage de la force). Elle se définit par l'absence de contrainte pour obtenir l'**obéissance** : se faire obéir sans utiliser ni violence, ni menace, ni persuasion.

Pour Max Weber, pour durer, une autorité est dans l'obligation de **faire naître et de renforcer une croyance en sa légitimité**.

L'expérience de Stanley Migram (1963) sur la soumission à l'autorité a montré qu'un acteur, investi d'un but culturel supérieur, comme servir la science, non seulement consent, mais s'engage activement dans les comportements que l'on attend de lui.

Les déterminants de la confiance dans le système politique : l'adhésion au principe supérieur du système est fortement liée au bénéfice personnel, c'est-à-dire à ce que l'on gagne ou non du système .

Autrement dit : un enfant scolarisé dans une école difficile dans un quartier précarisé aura plus de difficultés à croire au principe supérieur du système...



Retour sur les émeutes

A l'opposé des discours véhiculés sur les émeutes qui les délégitiment (évoquant des « violences incompréhensibles », « gratuites », « sans raison », etc.), les études montrent qu'elles sont le **symptôme de fractures profondes** dans la société : inégalités économiques croissantes, mesures d'austérité, répression politique...

Les plus larges émeutes sont déclenchées par des **brutalités ou des homicides policiers** : en France, avec les émeutes de 2005 suite aux décès de Zyed & Bouna, en 2017 avec l'affaire Theo, en 2023 avec le décès de Nahel ; comme à l'étranger, en 1981 et 2011 à Londres, en 1991-92 à Los Angeles, etc.

Analyses gouvernementales post émeutes

Dès 1967, aux USA, le rapport Kerner (demandé par le Gouvernement fédéral à une personnalité indépendante) recommande aux services de police : d'éliminer les brutalités et les fautes professionnelles grâce à des directives claires sur le recours à la force, et de créer des mécanismes permettant de résoudre équitablement les plaintes des citoyens.

En 1981, au Royaume-Uni, l'enquête publique sur l'émeute évoque des « preuves indiscutables de l'utilisation disproportionnée et indiscriminée des pouvoirs d'interpellation et de fouille par la police à l'encontre des Noirs ». Le rapport Macpherson de 1999 dénonce lui « un racisme institutionnel ».

On retrouve un point clé : **ce sont les pratiques concrètes des agents qui fabriquent le sentiment d'appartenance au système, à la Nation, à la République.**

En France...

En 2005, une simple mission d'information est lancée.

En 2023, la police disparaît de l'agenda gouvernemental ; la mission d'information du Sénat supprime du périmètre de l'analyse deux éléments fondamentaux : l'usage mortel des armes par la police et la discrimination envers les minorités.

La place des élus locaux apparaît dans 2 propositions (sur 25) :

Axe n°5 - La place des élus locaux dans la gestion des émeutes : une relation à conforter

- Proposition n°20 – Assurer l'information systématique du maire quant aux interventions organisées sur le territoire de la commune (...)
- Proposition n°21 – Faciliter la formation des élus locaux à la conduite à tenir face à des jeunes violents.



“

Quelle place des parents dans les émeutes ?

On rejette la faute sur les parents, sans prendre en compte le contexte social et territorial qui joue fortement sur la « performance » parentale. Les conditions d'exercice de la parentalité ne peuvent être effacées.

Dès le collège, les jeunes ont intériorisé que les principes de la République ne s'appliquent pas partout de la même façon.

”



Le SNU ou l'armée comme modèle de société

Avec levée du drapeau, hymne national... Cela repose sur l'idée qu'en vous exposant aux symboles du « bien », vous allez devenir « bons » !

Selon le Président de la République, Emmanuel Macron, l'instruction civique doit « devenir une matière essentielle », « chaque semaine, un grand texte fondamental sur nos valeurs sera lu dans chaque classe puis débattu ».

Pourtant, les meilleurs spécialistes montrent **le rôle négligeable des cours magistraux d'éducation civique à l'école sur l'engagement citoyen** (A. Keating et G. Janmaat).

Les cours sur le fonctionnement idéalisé de l'Etat, des institutions, ne réussissent pas à modifier les comportements. L'uniforme peut même constituer une barrière à l'apprentissage, selon une synthèse récente des connaissances (Johanna Reidy).

Si vous ne réussissez pas dans la « petite société » (l'école), vous ne vous préparez pas à avoir une place dans la « grande société ».



Les sources de l'adhésion au collectif politique

La fabrication des citoyens selon le gouvernement repose sur "l'exposition aux symboles de la République" (le drapeau : délit d'outrage en 2003, apprentissage obligatoire de l'hymne dans les écoles en 2005, etc.)

L'école publique est le ferment de l'intégration nationale depuis longtemps (cf. la guerre des « manuels d'instruction civique et morale » au 19e).

La police garante de la cohésion : une « journée de célébration de la police nationale » a été instaurée en 2021.

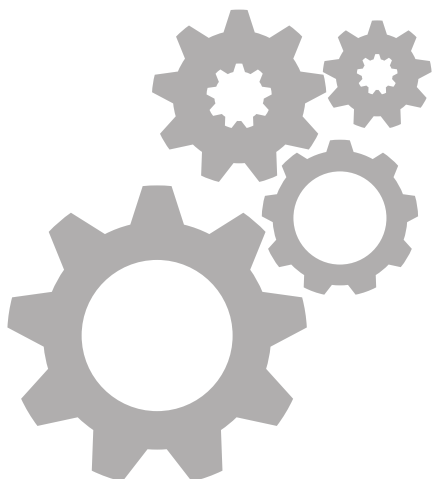
Il s'agit de fabriquer des « saints » et des cultes autour des « saints ».

La socialisation politique par les administrations

Or, ce sont les contacts avec l'administration, avec les agents qui la représentent, qui sont à l'origine de l'adhésion ou non des jeunes à la Nation. Il y a déjà 50 ans, Jack Dennis et David Easton montraient que c'est dans des interactions avec des figures non politiques que les enfants apprennent à approuver ou désapprouver les autorités politiques elles-mêmes.

Les adolescents se forgent une idée du monde par les expériences du quotidien. **L'expérience concrète de ses droits, de sa valeur à l'école et face à la police est à la racine de l'adhésion à la « culture politique nationale ».**

Les enquêtes montrent que l'expérience de la police peut fortement fragiliser l'idée de la citoyenneté pour les jeunes : les effets positifs que peuvent avoir des sessions de prévention de la police en classe (sur les représentations des élèves) se perdent avec la hausse de la fréquence des contrôles d'identité.



Ecole et Police fabriquent notre relation à la Nation

La perception de « l'utilité du vote » ou le sentiment de se « sentir français », par exemple, diminuent avec la hausse du sentiment d'injustice lors des contacts avec les forces de l'ordre. De même, la croyance en l'utilité du vote est corrélée à la réussite scolaire, ou encore à la concentration ethnique à l'école (taux d'élèves extra-UE).

“ C'est donc le groupe qui tire profit de l'existence d'une culture spécifique qui souscrit à l'idée de la nation ”
(Max Weber)

La fabrication des citoyen-ne-s

ne se fait pas grâce aux grands discours idéalisés du fonctionnement de l'Etat ou simples expositions aux symboles de la République (appel au drapeau, uniformes...) mais dans les expériences concrètes, notamment via les agent-e-s des institutions, en premier lieu la police et l'école.

Sébastien Roché

Politiste, directeur de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po Grenoble, il a notamment publié *La Nation inachevée. La jeunesse face à l'école et la police* (Grasset, 2022) et, avec François Rabaté, *La Police contre la rue* (Grasset, 2023).



Voir aussi

"Révoltes urbaines : la fin du sentiment d'appartenance nationale de la jeunesse ?" avec François Dubet et Sébastien Roché, podcast réalisé par Ressources urbaines (53 min).

"Attal ou la diversion de l'autoritarisme", Entretien avec Sébastien Roché, *Le café pédagogique*, 22 avril 2024.